

# **L'ONU et la "santé reproductive"**

par Michel Schooyans

## **Congrès théologico-pastoral à l'occasion du XXe Anniversaire de *Familiaris consortio***

Cité du Vatican, 22-24 novembre 2001

L'ONU a pour fondement deux documents de référence. Le premier, c'est la *Charte de San Francisco* (1945); c'est le document qui crée l'ONU et en définit la structure institutionnelle. L'ONU est une assemblée d'États souverains. La Charte reconnaît l'égalité des États Membres, mais il attribue un rôle considérable au Conseil de Sécurité. Le second, c'est la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* (1948). De ce document, il ressort que la promotion des droits de l'homme partout dans le monde est la raison d'être de l'ONU; c'est ce qui justifie sa mission. Tous les États sont invités à souscrire à cette déclaration et à la traduire dans leurs législations particulières. C'est sur la reconnaissance et l'extension universelle de ces droits que pourront être fondées de nouvelles relations internationales.

Depuis plusieurs années cependant, on observe une évolution dans la perception que l'ONU d'aujourd'hui a à propos des droits de l'homme. L'ONU donne une place de plus en plus importante à la Terre et au milieu ambiant. Elle prépare par exemple une *Charte de la Terre*, sorte de déclaration des "droits" de la Terre. L'homme n'y serait que le produit éphémère d'une évolution de la matière, d'une matière d'où il est sorti et où il retournera à sa mort. Ce que fait l'ONU, c'est abandonner l'*anthropocentrisme* qui caractérise toute la traduction juridique occidentale. Cet anthropocentrisme se trouve au cœur du message judéo-chrétien, mais on le retrouve aussi dans la tradition romaine, dans le droit romain. Le même anthropocentrisme est exalté à la Renaissance et proclamé par tous les tenants de l'École moderne de Droit naturel. C'est cet anthropocentrisme que l'ONU tente aujourd'hui de détrôner au profit de soi-disant "droits de la nature".

Tel n'est cependant pas le seul procédé mis en œuvre par l'ONU pour désactiver la Déclaration de 1948. Cette déclaration proclamait les droits de l'homme; elle s'inclinait devant des vérités concernant l'homme: droit à la vie, droit à la liberté d'expression, d'association, de religion, de fonder une famille, etc. Désormais, l'ONU abandonne la référence à la *vérité*. Sur lui-même, l'homme est incapable de dire une vérité que tous reconnaîtraient. On nage ici dans le relativisme, le scepticisme, l'agnosticisme total. Toutefois, comme nous sommes pressés par les nécessités de l'action, il faut bien prendre des décisions. Nous discuterons donc, et au terme d'un processus où chacun exposera son opinion, nous déciderons ce qui est juste. La justice n'a désormais plus de lien avec la vérité. Une décision est juste parce qu'elle est le produit d'un *consensus*. Arriver

au consensus est ainsi devenu la hantise de l'ONU dans les réunions qu'elle organise. Or une fois acquis le consensus entre ses membres, l'ONU s'efforce de traduire ce consensus dans des conventions internationales. Celles-ci, une fois ratifiées, acquièrent force de loi dans les États qui y ont souscrit; les conventions l'emportent même habituellement sur l'autorité des lois des États. L'ONU s'est même dotée d'un Comité chargé de veiller au suivi des conventions. Par ce biais, l'ONU réduit considérablement le pouvoir des gouvernements, des parlements, du pouvoir judiciaire des nations; elle tend à ruiner la *souveraineté* des États.

Sur ces trois points essentiels, l'anthropocentrisme, le consensus et la souveraineté, l'ONU ne respecte pas les principes qui ont justifié sa création et qui légitimaient, à l'origine, sa mission. Elle met en péril la souveraineté des États et les Droits de l'Homme<sup>1</sup>.

Nous allons à présent passer en revue quelques *exemples récents* illustrant le peu de cas que l'ONU fait de ses références fondatrices<sup>2</sup>.

## **Quelques conférences récentes**

### ***Les droits de l'enfant***

En 1989 était adoptée la *Convention des Droits de l'Enfant*. Cette convention, ainsi que d'autres documents concernant les droits de l'enfant, font aujourd'hui l'objet de tentatives de réécriture. Début septembre 2001 se tenait à New York une réunion préparatoire au *Sommet de l'Enfance*. Ce sommet devait se tenir du 19 au 21 septembre 2001 et a été reporté au mois de mai 2002 à la suite de l'attentat des Twin Towers du 11 septembre. Or, à la réunion préparatoire, M. John Kauffmann, délégué du Canada, plaide en faveur de ce que l'ONU appelle les "services de santé reproductive", dont l'UNICEF entendait faire "bénéficiaire" les adolescent(e)s. Interrogé par le délégué des USA, M. Terry Miller, sur la nature de ces "services", M. Kauffmann devait bien reconnaître que ces services comportent l'accès des adolescentes à l'avortement, à la contraception, à la pilule du lendemain. Il fallait donner accès à ces pratiques à l'abri de toute intervention des parents. Par là, l'UNICEF, appuyée par d'autres agences de l'ONU, entendait libéraliser l'avortement parmi les adolescentes, aliéner les parents de leurs enfants, déconsidérer la maternité et détériorer gravement le tissu familial.

---

<sup>1</sup> Nous avons étudié ces problèmes en détail dans *La face cachée de l'ONU*, Paris, Éd. Le Sarmant-Fayard, 2000.

<sup>2</sup> Pour plus détails sur les événements que nous allons analyser, on pourra se reporter aux sources que nous avons largement utilisées: <http://www.zenit.org/spanish/subdiario.html> - <http://www.aciprensa.com> - [www.c-fam.org](http://www.c-fam.org) - <http://www.puertovida.com/noticiasglobales>

## ***La condition de la femme***

En 1979 était adoptée la *Convention pour l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes* (CEDAW); cette Convention est entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Ce document était complété en 1999 par un *Protocole additionnel*, entré en vigueur le 22 décembre 2000. Ces deux documents ont fait l'objet de différentes lectures et sont constamment invoqués par les mouvements féministes.

Parmi les relectures tordues, il faut mentionner celle qui apparaît dans le rapport publié en 2001 par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS/WHO). Ce rapport a pour titre *Advancing Safe Motherhood Through Human Rights*<sup>3</sup>. Ce rapport a pour co-auteur principal Rebecca Cook, vaillante vétérane du féminisme antimaternel. Il y est notamment question, à la IIIe partie, des "Droits de l'homme affectant la maternité sans risque". Le but de ce document est d'en arriver à faire changer les législations, tant nationales qu'internationales, qui feraient obstacle aux "nouveaux droits de l'homme" en matière d'avortement, de contraception, de stérilisation définitive. Ce document a entre autres pour but de préparer la réunion de la Commission sur le statut de la femme et la Santé reproductive, qui doit se tenir à New York du 4 au 15 mars 2002. Les rédacteurs de ce document devraient pourtant se rappeler ce que disait Mrs Kathryn Hoomkwap, porte-parole du Saint-Siège, lors de l'Assemblée spéciale des Nations Unies, "Femmes 2000" tenue à New York du 5 au 10 juin 2000. Forte des constatations qu'elle a pu faire dans son pays, le Nigéria, Mrs Hoomkwap rappelait que ce dont les femmes ont le plus besoin, c'est d'eau potable, de nourriture pour leurs enfants, d'écoles, de dispensaires et d'hôpitaux pour soigner et non pour mutiler.

## ***Des "kits contraceptifs" pour les réfugiées***

La sollicitude envahissante de l'ONU s'est exprimée en 1999 dans *Reproductive Health in refuge situations; an Inter-Agency Field Manual* publié sous l'égide du Haut Commissariat des Nations Unies<sup>4</sup>, de l'OMS et du Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP). (Une version d'essai avait été publiée en 1996: voir [http://www.state.gov/www/global/prm/rhr\\_summary\\_report.html](http://www.state.gov/www/global/prm/rhr_summary_report.html)). La version 1999 de ce manuel de campagne ne comporte pas moins de 238 pages. Il fallait bien tout ça pour aider les réfugiés, et surtout les réfugiées, en leur proposant des "kits contraceptifs", la contraception d'urgence, la pilule du lendemain, la stérilisation contraceptive, l'avortement. Le trio onusien profitait du manuel-porteur pour fourguer ses encouragements au "sexe sans risque", c'est-à-dire à l'irresponsabilité dans les relations sexuelles. Les mêmes thèses sont reprises en 2000 dans *Reproductive Health During Conflict and Displacement; A guide for programme managers*, ainsi que dans *The Minimum Initial Service Package*.

---

<sup>3</sup> Ce document est coté WHO/RHR/01.5; on y accède par <<http://www.who.int/reproductive-health/publications/RH>>

<sup>4</sup> Dont le porte-parole est Kris Janowski.

Les destinataires-"bénéficiaires" de ces programmes d'"aide" étaient, en 1999, les réfugiées du Kosovo. A cette époque, sous la direction de son chef d'agence, M. Olivier Brasseur, le FNUAP patronnait des avortements dans les camps de réfugiés kosovar. Certains assurent même que ces programmes répondaient à l'invitation de M. Milosevic, désireux de faire baisser la natalité parmi les Kosovars. Fin 2001, un programme tout à fait semblable, supervisé à nouveau par Olivier Brasseur, était lancé auprès des réfugiées afghanes fuyant vers le Pakistan, l'Iran, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan <sup>5</sup>.

### ***Une Note historique du Saint-Siège***

C'est dans le contexte du conflit afghan que le Saint-Siège décide de se prononcer sur ces programmes d'"aide" aux réfugiées. Il publie un document, concis mais important, dans lequel, éconduisant la langue de bois, est étudiée *La santé reproductive des réfugiés. Note pour les Conférences épiscopales*<sup>6</sup>.

L'importance de ce texte apparaît dans le fait que celui-ci est publié conjointement par le Conseil Pontifical pour la Pastorale de la Santé, le Conseil Pontifical pour la Pastorale des Migrants et des Personnes en Déplacement, et par le Conseil Pontifical pour la Famille. L'importance de cette *Note* apparaît aussi dans le fait que le texte est immédiatement disponible en quatre grandes langues internationales. Enfin, le texte est destiné à *toutes* les conférences épiscopales. En effet, les questions analysées débordent le cadre des problèmes auxquels sont confrontés les réfugiés. Toutes les conférences épiscopales sont invitées à les examiner car d'une façon ou d'une autre, elles sont concernées par les programmes relatifs à ce que l'ONU appelle par antiphrase la "santé reproductive". Selon leur nationalité, les conférences épiscopales sont priées de se demander si leur pays est "bénéficiaire" de ces programmes, ou bien si leur pays subventionne ces programmes lorsqu'ils sont destinés à d'autres nations, ou encore si leur pays applique à leurs propres citoyens ces programmes dictés de l'extérieur. Les conférences épiscopales sont donc invitées à se pencher sur l'action des autorités publiques, nationales, intergouvernementales et internationales, ainsi que sur l'action des ONG, au premier rang desquelles apparaît la redoutable International Planned Parenthood Federation<sup>7</sup>. N'hésitons pas à l'écrire: pour les Conférences épiscopales, il y a du pain sur la planche et des surprises en vue.

Le document du Saint-Siège a été mis en chantier à l'occasion des événements du Kosovo; sa mise au point et sa publication ont été retardées pour différentes raisons; il a été finalement publié le 14 septembre 2001. A cette date, la *Note* ne pouvait évidemment tenir compte du drame du 11 septembre. Hélas, la guerre commencée en octobre en Afghanistan, avec son cortège d'horreurs,

---

<sup>5</sup> Sur tout ceci, voir le courrier hebdomadaire du Population Research Institute (Washington), 12 novembre 2001.

<sup>6</sup> Voici la référence exacte de cette brochure de 91 pp. : *La salute riproduttiva dei rifugiati. Una nota per le conferenze episcopali. Testo: Italiano, Inglese, Francese, Spagnolo*, Cité du Vatican, 2001.

<sup>7</sup> Adresse: <http://www.ippf.org>

devait confirmer de façon tragique l'opportunité et l'urgence de cette courageuse publication.

Il faut d'ailleurs ajouter que les milieux musulmans commencent aussi à s'interroger sur l'empressement suspect mis par la coalition onusienne à s'intéresser à la "santé reproductive" des femmes islamiques. A n'en pas douter, nous assistons-là à la naissance d'une prise de conscience dont les prolongements et les retombées seront l'un des grands problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle.

### ***Le milieu ambiant***

L'intérêt de l'ONU pour les questions de santé reproductive paraît sans limites. Il se manifeste à même à propos du milieu ambiant.

Depuis la Conférence de Rio, en 1992, c'est-à-dire depuis le *Sommet de la Terre*, l'ONU s'est souvent intéressée au milieu ambiant. Rappelons simplement à ce sujet la Conférence d'Istanbul, en 1996, sur l'Habitat<sup>8</sup>. Signalons aussi la *Charte de la Terre*, en voie avancée d'élaboration<sup>9</sup>.

Or dans son rapport sur *L'état de la population mondiale 2001*, le FNUAP se penche sur ce qu'il estime être un grave problème: *Population et changement environnemental*. Reprenant et amplifiant les thèses de feu le Commandant Cousteau et de Maurice King, les rédacteurs de ce rapport plaident en faveur de la santé, non pas de l'homme, mais de l'environnement. Si nous voulons sauver la Terre, il faut, selon cette agence de l'ONU, contrôler la croissance de la population mondiale. Les thèses ici développées ont manifestement subi l'influence du New Age. La Terre est notre mère; c'est Gaïa; elle doit être révérée comme une providence toute matérielle. Les ressources de la terre vont bientôt manquer, à cause d'un excès d'hommes sur terre. La croissance de la population est un obstacle au développement. Des thèses provenant de l'OMS nous avaient déjà fait comprendre que par "santé publique", il fallait entendre "santé de la société" et non pas la santé de tous les individus malades. Désormais un pas est franchi dans l'escalade onusienne: il n'y a pas de "développement durable" sans santé "environnementale", ni de santé "environnementale" sans politiques contrôlant la croissance de la population: CQFD, ce qu'il fallait démontrer.

Le rapport du FNUAP nous annonce donc ce que sera le Sommet mondial *sur le développement durable* (World Summit on Sustainable Development, WSSD), qui doit se tenir à Johannesburg du 2 au 11 septembre 2002. L'ONG Women's Environment and Development Organization (WEDO) est elle aussi en train d'organiser une consultation sur le *Women's Action for Healthy Planet*.

Les positions affichées par l'ONU en matière d'environnement ne semblent toutefois pas appelées à faire l'unanimité. On l'a vu à la Conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui s'est terminée le 14 octobre

---

<sup>8</sup> On trouvera plus de détails sur cette conférence et d'autres dans notre ouvrage *Le crash démographique*, Paris, Éd. Le Sarmant-Fayrad, 1999, spécialement pp. 79-113.

<sup>9</sup> Sur cette Charte, voir *La face cachée de l'ONU*, spécialement pp. 61-70.

2001 à Doha (Qatar). Parmi les pays en développement, trois géants — l'Inde, le Pakistan et le Brésil — ont déclaré qu'il n'était pas question, pour eux, de donner la priorité à l'environnement. Ce que réclament tous les pays en développement, c'est la fin du protectionnisme des pays riches; c'est l'accès élargi et équitable aux marchés mondiaux, ce sont les médicaments répondant aux besoins de populations largement exposées aux maladies de la pauvreté et au sida.

A propos de l'environnement, nous retrouvons la même conclusion que celle qui se dégageait de ce que nous avons écrit ci-dessus concernant les femmes et la santé reproductive: lorsque, dans les pays en développement, on aura pris conscience du rôle des agences de l'ONU dans le contrôle des populations, les réactions ne manqueront pas d'être fortes et probablement violentes.

Il se peut même que des dissensions finissent par s'installer au sein même de l'ONU. Toutes les institutions onusiennes qui s'occupent de la population ne tiennent pas un discours identique. Ainsi, la *Division de la Population*, organe respectable du Conseil économique et social, a-t-elle publié en 2001 le *World Population Monitoring 2001*. Ce rapport reprend des thèses assez proches de celles exposées par le célèbre économiste et démographe nord-américain, Julian Simon<sup>10</sup>. Le rapport insiste surtout sur le vieillissement généralisé de la population mondiale. Ce thème sera traité lors de la conférence préparatoire à la IIe Assemblée mondiale sur le vieillissement. Cette conférence doit se tenir à New York du 25 février au 1er mars 2002. Elle sera suivie de la *IIe Assemblée mondiale sur le vieillissement* prévue à Madrid du 8 au 12 avril 2002.

Il convient cependant de rester prudent, car l'opposition, ou tout au moins la divergence, qui semble se profiler entre la Division de la Population et le FNUAP est peut-être moindre qu'il n'y paraît à première vue. Même si la Division de la Population jouit d'un crédit scientifique dont on ne saurait gratifier le FNUAP, il n'en est pas moins vrai qu'on trouve une évidente parenté de langage dans les deux organismes. Tous deux évoquent les "droits reproductifs", le "respect du milieu ambiant", le "développement durable", etc.

## **Pour une pastorale des droits de tous les hommes**

Pour faire face à cette dérive de l'ONU, diverses initiatives peuvent être envisagées. Ces initiatives se situent à deux niveaux. Le premier s'inscrit dans la perspective de l'action classique de l'Église dans le cadre de l'évangélisation. Le

---

<sup>10</sup> Ce rapport reprend des thèses assez proches de celles exposées par le célèbre économiste et démographe nord-américain, Julian Simon. On sait que selon celui-ci, mais aussi selon d'autres spécialistes de renommée mondiale, l'homme est fin de compte la seule ressource, et c'est elle qui risque le plus de manquer. Voir, en français, Julian L. SIMON, *L'homme, notre dernière chance*, Paris, PUF, 1985.

second s'efforce de tirer des enseignements que, dans une perspective chrétienne, on peut dégager de l'attentat du 11 septembre et de ses suites.

### ***Les médiations politiques***

D'une façon générale, il convient que l'Église réaffirme avec force sa vocation inébranlable à défendre les droits de l'homme. Elle est actuellement la seule à défendre *tous* ces droits et l'*extension universelle* de ces droits. L'ONU considère de plus en plus l'être humain comme un individu dont il faut flatter les plaisirs et les intérêts; elle ne voit plus que l'existence de l'individu humain se vit sous la modalité de la personne. Or, à force de flatter l'individu sans défense, on finit par créer des problèmes que l'ONU elle-même ne peut résoudre. Elle l'avoue en quelque sorte elle-même lorsque, incitant à la consommation sexuelle, elle doit bien constater l'échec de ses programmes contre le sida ou de ses projets tendant à faire diminuer les grossesses précoces. Ce qui intéresse l'ONU, ce sont des individus rentables, comme le veut la vulgate néolibérale, et moutonniers, comme le veut la vulgate néomarxiste.

Les chrétiens doivent aussi s'engager dans un vaste projet de revalorisation de la famille. Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II ne cesse de les y inviter. Ils pourront dans ce but tirer parti des études qui renouvellent le regard porté sur la famille par des spécialistes de réputation mondiale comme Gary Becker, Gérard-François Dumont, Michel Duyme, Claude Martin, etc. C'est dans la famille fondée sur le mariage que l'enfant est soigné et éduqué; c'est dans ce cadre qu'il se développe à tous les niveaux. C'est aussi la famille qui atténue la dépendance vis-à-vis de l'État Providence, que s'évitent les grossesses chez les adolescentes, que se préviennent la délinquance et la criminalité.

Prolongement de l'action de la famille, les institutions *éducatives* doivent également être l'objet d'une attention soutenue de la part des chrétiens. Des études particulièrement autorisées mettent en effet en lumière le lien étroit qui existe entre, d'une part, une éducation et un enseignement de qualité, et, d'autre part, la participation à la vie politique et économique, et à la construction d'une société démocratique.

L'Église a raison de rappeler ici le rôle *subsidaire* des autorités publiques, l'ONU en l'occurrence: celle-ci ne doit pas empiéter sur les responsabilités inaliénables des familles, des parents, ni davantage sur celles des États souverains qui la composent.

Toutes ces pistes convergent vers une conclusion qui s'impose avec clarté: pour sauver l'homme, pour faire respecter ses droits ainsi que ceux de la famille et des nations, les chrétiens ne peuvent se limiter à prêcher les beautés réelles de la spiritualité familiale, ou à divulguer une doctrine sublime sur le mariage et la famille. Ils doivent *entrer dans l'action politique*. Car si le mépris de la vie et de la famille s'est installé par et dans les médiations politiques, on ne pourra restaurer le respect de la vie et de la famille sans agir *aussi* par et dans les médiations politiques.

## ***Changement de cap aux USA***

A cet égard, il faut être attentif à l'inflexion que le Président G. W. Bush a imprimée à la politique des USA en matière de respect de la vie et de la famille. Par la voix de l'Ambassadeur Michael Southwick, d'Ari Fleisher, son secrétaire de presse, de Terry Miller, déjà cité, le président des États-Unis a affirmé sa volonté d'en revenir à la Mexico City Policy. Cette politique a été définie en 1984 par le Président Reagan. Selon ces directives, le gouvernement des États-Unis ne financerait plus des organismes promouvant l'avortement ou des politiques anti-vie ou anti-famille. Quoi que l'on puisse penser de la nouvelle administration des USA, force est de reconnaître que le changement décidé par M. Bush, dans ce domaine, marque un pas dans la bonne direction et qu'à ce titre, son orientation favorable à la vie et à la famille mérite d'être soutenue par les chrétiens. Il y a même urgence à appuyer résolument ce changement de cap, car le président Bush est soumis à de fortes pressions tendant à lui faire renoncer à la Mexico City Policy.

L'appui qu'appelle la décision de M. Bush doit non seulement venir des États-Unis mais également de tous les pays concernés par la politique nord-américaine en matière de respect de la vie. Au niveau de l'Union Européenne, les chrétiens ont des raisons pressantes de se mobiliser. Lors de la réunion préparatoire du Sommet des Enfants tenue début septembre à New York<sup>11</sup>, le Commissaire de l'Union Européenne pour le Développement, M. Paul Nielson, n'a pas hésité à déclarer qu'il serait désastreux que les USA en reviennent à la Mexico City Policy; il a suggéré la réécriture de la Convention des Droits de l'Enfant. Pour faire bonne mesure, il a précisé que l'Union Européenne pourrait financer, dans les campagnes de "santé reproductive", les programmes de l'ONU que la nouvelle administration nord-américaine ne subventionnerait plus. Il y a donc lieu, pour les chrétiens d'Europe, d'amplifier leur action auprès des dirigeants politiques de l'Union, pour que celle-ci adopte, elle aussi, une attitude franchement favorable à la vie et à la famille.

## ***L'ONU: de quelle autorité?***

Il faut aussi poser quelques bonnes questions. Celle-ci, par exemple: De quelle autorité, et avec quel mandat, l'ONU peut-elle se prévaloir pour bouleverser l'ordre juridique et politique mondial et se présenter comme défenseur des droits de l'homme alors qu'elle a accumulé les échecs en Bosnie, en Somalie, en Angola, au Cambodge, au Tibet, au Sierra Leone, au Rwanda, au Zimbabwe, au Kosovo, à Timor, aux Moluques, en Tchéténie, en Israël et actuellement en Afghanistan? Quelles paix l'ONU a-t-elle procurées qui justifiaient un prix Nobel?

---

<sup>11</sup> Voir ci-dessus.

Pourquoi l'ONU mène-t-elle partout dans le monde une entreprise de déprogrammation-reprogrammation psychologique visant à détruire la famille, à dématerniser la femme, à rejeter l'enfant?

Pour quelles raisons l'ONU continue-t-elle à réclamer des sous pour contrôler les populations pauvres et, dans le même temps, prétendre décoloniser celles-ci?

Pourquoi violer la Charte de 1945 et la Déclaration de 1948 et s'obstiner à fourguer de soi-disant "nouveaux droits de l'homme" hostiles à la famille, aux femmes, aux enfants et aux États souverains?

Peut-on reprocher à G.W. Bush de vouloir couper les vivres aux agences convaincues d'opérer insidieusement ce qu'il faut bien dénoncer comme une *nouvelle révolution culturelle*?

Heureusement, les pays ciblés par ces "services de santé reproductive" prennent chaque jour davantage conscience du néocolonialisme onusien. On l'a vu lors de la conférence de Doha, déjà citée; on l'a vu aussi lors de la Conférence sur le racisme, tenue à Durban du 2 au 7 septembre 2001, ainsi que dans de nombreuses autres circonstances qu'il n'est pas opportun de détailler ici.

## **L'ombre des "Twin Towers"**

### ***La chute d'un mur***

Ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 et après doit être lu à la lumière de ce que nous avons écrit plus haut. Ce jour -là, un mur est tombé: celui qui empêchait le Nord de voir le Sud. Et il faut se rendre compte que, à partir de cette date, rien ne sera plus comme avant. On pourrait le montrer en mettant en relief le caractère *total* de cette guerre: celle-ci est politique, économique, psychosociale et militaire<sup>12</sup>. Elle comporte aussi une dimension *religieuse*, de part et d'autre. Nous nous limiterons à souligner ici brièvement que cette guerre est *asymétrique*. Cette une guerre où les antagonistes ne sont pas de même niveau. En l'occurrence, la super-puissance mondiale incontestée est confrontée à des terroristes pour ainsi dire insaisissables<sup>13</sup>.

Il faut repousser les réactions émotionnelles et épidermiques et tenter de comprendre ce qui a pu pousser ces terroristes. Pour en arriver à commettre les attentats du 11 septembre, il est hors de doute que les terroristes n'étaient pas simplement poussés par le fanatisme; ils ont surtout agi par désespoir. Ils n'avaient, littéralement, rien à perdre. Sans peut-être en avoir claire conscience,

---

<sup>12</sup> Sur la guerre totale, voir notre ouvrage *Destin du Brésil. La technocratie militaire et son idéologie*, Gembloux, Éd. Duculot, 1973, pp. 47-58.

<sup>13</sup> Voir à ce sujet l'article du Général Francis BRIQUEMONT, "Une guerre asymétrique", dans *La Libre Belgique* (Bruxelles) du 16 novembre 2001.

ces terroristes ont été mus par un immense sentiment de *frustration*, par une vive jalousie des pays riches. Ils ont eu constamment à l'esprit le conflit irsaélo-palestinien; ils y ont vu *leur* conflit. Un conflit qu'aucun président nord-américain n'a voulu résoudre depuis 1948. Ce qui a motivé ces terroristes, c'est une immense ressentiment face à l'arrogance des pays riches, à leur insolence, à l'ostentation de leurs richesses, de leurs savoirs, de leurs techniques. Ces pays, ils les envient, mais leur envie est impuissante; ils en appellent donc à la violence, mais non n'importe quelle violence, la violence *aveugle*. Ils acquièrent une parcelle des savoirs et des techniques venant des dominateurs; ils apprennent à piloter un avion, symbole de puissance, et retournent ce facteur de puissance contre la nation hégémonique, comme on le fait au judo. Donner et se donner la mort est pour eux la seule expression possible de leur liberté.

Les kamikazes pilotant les avions-suicide d'aujourd'hui ont pris en quelque sorte en relais les intellectuels et les leaders marxistes qui ont éveillé la classe ouvrière à la conscience de l'oppression dont ils étaient victimes. Dans la mesure où ils seront présentés et perçus comme des héros de l'islam, c'est l'islam qui, désormais, pourra prétendre au leadership des mouvements internationaux de libération.

### ***Le mimétisme dans un monde dual***

Commentant ces événements, René Girard, dont les clés interprétatives sont particulièrement précieuses, renvoie à juste titre les chrétiens au rôle central de la Croix, cette Croix qui réhabilite les victimes innocentes<sup>14</sup>. Les événements du 11 septembre pressent les chrétiens de repenser radicalement le problème de la *société duale* dans laquelle nous vivons, c'est-à-dire l'immense scandale de la pauvreté et de ceux qui en sont les victimes innocentes. Duale, notre société l'est en ce qu'elle se caractérise par un cloisonnement impitoyable entre les pauvres et les riches, entre les nations sous-développées et ce que Galbraith a appelé "la république des satisfaits", entre les SDF (sans domicile fixe) qui squattent jusqu'aux métros et les clients de la Place Vendôme, entre le Sud et le Nord. Car le clivage entre Nord et le Sud se retrouve au sein des nations riches, où les tensions sont scandaleuses entre rémunérations, entre revenus, entre savoirs, voire entre espérance de vie.

Faut-il le dire? Ce clivage est encore plus accentué dans les pays en franc développement. Dans toutes les mégapoles, la délinquance et la criminalité sont des éruptions de terrorisme urbain, autant dire des protestations contre l'étalage insolent de la richesse et du cortège de ressentiments qu'elle génère.

---

<sup>14</sup> Voir en particulier, de René GIRARD, *Celui par qui le scandale arrive*, Paris, Éd. Desclée de Brouwer, 2001, ainsi que l'importante interview intitulée "Ce qui se joue aujourd'hui est une rivalité mimétique à l'échelle planétaire", dans *Le Monde* du 6 novembre 2001.

## **Décrypter le message**

Les chrétiens ont ici une tâche merveilleuse à réaliser: *repenser la pauvreté*. Celle-ci ne se pose pas uniquement au niveau des options émergeant à la vie personnelle, ou au niveau des nations particulières, qui toutes ont leur manière d'affronter la pauvreté. Il faut revoir toute la question du rapport entre pauvreté et pénurie, c'est-à-dire du manque de biens de première nécessité. La pauvreté aujourd'hui se mesure plutôt par l'absence de conditions nécessaires à l'exercice de la liberté de choix. Elle a de multiples facettes: santé, hygiène, alimentation, etc.; mais elle s'évalue surtout à l'absence d'accès *généralisé* aux savoirs qui dilatent l'espace de la liberté. Dès lors, à partir du moment où la pauvreté affecte plus des trois-quarts de l'humanité, il faut que les chrétiens discernent, dans la pauvreté, les causes échappant à l'emprise des hommes de celles qui, impliquant les hommes, font de la pauvreté un problème moral, et de morale politique<sup>15</sup>.

En faisant appel à la haute technologie, les terroristes du 11 septembre ont lancé un message *crypté* aux nations riches. Ils revendiquent le droit d'imiter les nations riches en accédant aux savoirs partagés sans lesquels la pauvreté ne sera pas éradiquée, la justice ne sera pas instaurée, la liberté ne sera pas accessible à tous les hommes. Pour désamorcer le terrorisme, dormant ou manifeste, il faut donc affronter celui-ci en sa source. Aussi longtemps que n'aura pas été déchiffrée la désespérance dont il est l'expression, le terrorisme restera l'arme des pauvres. Les déploiements hollywoodiens de puissance militaire ne rencontrent pas ce défi, cet appel de détresse; ils le bâillonnent et l'exaspèrent. La guerre est asymétrique, et elle continuera même si les armes semblent se taire.

## **Ré-évangéliser les chrétiens**

Finalement, les chrétiens doivent eux-mêmes accepter de se remettre radicalement en question. Ils ont besoin d'être eux-mêmes ré-évangélisés. Cette ré-évangélisation passe d'abord par un examen de nos vies sous le regard de Dieu.

Il faut d'abord renoncer aux pratiques païennes que beaucoup de chrétiens imitent trop facilement, en particulier dans le domaine de la *sexualité*. Le relâchement du tonus moral des chrétiens dans ce domaine est la cause directe de la perte de courage au moment où il faudrait relever le défi qui s'étale dans la révolution culturelle patronnée par l'ONU. Il est urgent que les chrétiens redécouvrent ici les accents prophétiques dont sont porteurs les premiers

---

<sup>15</sup> Amartya Sen a reçu le Prix Nobel d'économie en 1998 parce qu'il s'intéresse à ceux qui n'ont pas d'argent à placer. Cf Amartya SEN, *L'économie est une science morale*, Paris, Éd. La Découverte, 1999 et surtout *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Éd. Odile Jacob, 2000.

chapitres de l'épître de Saint Paul aux Romains<sup>16</sup>. Dans la mesure où les chrétiens rejettent pratiquement l'Évangile et où ils contestent l'Église qui le leur propose, ils n'essuieront rien d'autre que le mépris de ceux qui attendent autre chose qu'un défaut de témoignage.

Même chose pour le rapport aux richesses, à la consommation, au superflu. La question de l'avarice doit être reprise de fond en comble, à la lumière de l'enseignement de l'Église sur le superflu et sur la destination universelle des biens, y compris intellectuels et culturels.

Toute cette ré-évangélisation trouve sa source et son terme dans la *révélation du mystère trinitaire*. N'en déplaise à un "œcuménisme" à bon marché, le Dieu de la révélation chrétienne n'est pas tout à fait le même que celui de l'Islam. Allah est le Dieu unique, certes, mais c'est un Dieu fort éloigné du Dieu trinitaire plein de tendresse et riche en miséricorde que nous dévoile la Révélation et qui s'incarne en Jésus. Or en Dieu, ils sont trois personnes divines qui se donnent sans réserve l'une à l'Autre. Chacun accueille les deux Autres sans réserve; chacun reconnaît les deux Autres. Dieu trinitaire et donc Dieu d'amour, d'un amour qui va jusqu'à se communiquer par pure gratuité d'amour à ses créatures.

Au premier rang de celles-ci, Dieu a réservé la place de l'homme qui, parce qu'il est personne, est image de Dieu. Mais il importe de préciser aussitôt que pour le chrétien, l'homme est *l'image du Dieu trinitaire*. Sa vocation est double, comme double est le nouveau commandement. L'homme est appelé à reconnaître le Dieu trinitaire qui le crée, le sauve et l'illumine. Mais l'homme est également appelé à entrer dans la logique de Dieu, et à aimer ses frères qui, comme lui, participent à l'existence trinitaire de Dieu. La logique trinitaire consiste, pour les trois personnes divines, à se faire place, à accueillir l'Autre. La logique du baptisé, c'est d'aimer d'un cœur semblable au cœur de Dieu, qui fait place aux autres, qui partagent l'être, l'avoir, la vie en abondance. On est très loin ici de la logique avaricieuse de l'accaparement, si souvent dénoncée dans l'Écriture, qui dessèche le cœur de l'homme et anesthésie en lui la capacité d'aimer. L'homme pécheur, c'est celui qui fait le désert autour de lui.

Les "services de santé reproductive" sont des programmes de désertification morale et religieuse: mort à la vie en ses sources, mort à l'enfant, mort à la famille, mort à l'amour. Les chrétiens tardent trop à dénoncer cette culture de la mort. En propageant cette culture, les riches ne feront qu'accumuler des charbons ardents sur leurs têtes. Les païens d'aujourd'hui ne font pas dans le détail: pour eux tous les riches sont des chrétiens. Or, pour être fidèles à leur baptême, les chrétiens doivent prendre activement le parti de toutes les victimes innocentes, désignées aujourd'hui par le terrorisme, mais qui ne seront sauvées que par la Croix glorieuse.

---

<sup>16</sup> Pour ce texte vigoureux, on trouvera un bon guide dans Raniero CANTALAMESSA, *La vie dans la seigneurie du Christ. Le message spirituel de l'épître aux Romains*, Paris, Éd. du Cerf, 2001.